

# LA LIBYE SUR ÉCOUTE FRANÇAISE

LE 10 JUIN 2011 OLIVIER TESQUET

**En bon potentat qui se respecte, Mouammar Kadhafi a mis en place une architecture de surveillance des télécommunications particulièrement sophistiquée. Et pour l'y aider, il a fait appel à deux sociétés françaises.**

Selon les confidences d'acteurs de la sécurité informatique, une entreprise française, Amesys, aurait vendu et déployé dès 2007 des technologies d'interception à la Libye du colonel Kadhafi. Dans le jargon, ces outils de surveillance très sophistiqués ont un nom: le DPI, pour "Deep Packet Inspection", soit une technologie permettant à un opérateur télécom d'analyser son réseau en profondeur. A tel point que ces solutions peuvent même aller fouiner dans votre courrier électronique ou dans vos messageries instantanées.

A travers son interface Eagle, **présenté** comme "un système d'interception électronique permettant à un gouvernement de contrôler toutes les communications qu'elles entrent ou sortent du pays", Amesys aurait équipé Mouammar Kadhafi. Voilà pour l'argument commercial. Fondée en 1979, cette structure a été rachetée en 2009 par Bull, pionnier tricolore de l'informatique. Signe d'une évolution assez nette en termes de stratégie, c'est le président d'Amesys (260 employés), Philippe Vannier, qui a pris la tête de Bull (8 600 salariés) en mai 2010. A la fin du mois d'avril, ce dernier **commentait le bilan** de sa société pour le premier trimestre 2011, et apportait cette précision intéressante:

“

***L'accueil de nos nouvelles offres en sécurité nous ouvre également des perspectives prometteuses même si le contexte politique dans certains pays ralentit les prises de décision. Les événements survenus au Proche et Moyen-Orient ont impacté l'activité commerciale de la division Security Solutions.***

”

Joint au téléphone, Olivier Boujart, responsable de l'export, déclare "ne pas avoir connaissances des activités du groupe [en Libye]" mais ne les dément pas. Quand on lui demande de préciser les clients étatiques d'Amesys, il oppose un refus poli:

“

***Nous devons préserver nos prés carrés. Nous n'avons pas l'habitude de divulguer ce type d'informations.***

”



Au moment de décrire le système Eagle, M. Boujart se veut rassurant: *“Nous parlons d’outils permettant d’analyser la qualité des réseaux”*. Un discours qui agaçe profondément Bluetouff, un blogueur et hacker qui s’est récemment lancé dans une vaste radiographie du DPI **sur le site Reflets.info**, qu’il coanime. Il répond par l’ironie, et remet en cause l’honnêteté des marchands de DPI:



*Il est de notoriété publique que les plugins de Gmail ou Hotmail sont fait pour manager les réseaux. Comment se fait-il que cette entreprise développe en pétaoctets (1 000 000 000 000 000 octets, ndlr) alors que le stockage ne sert à rien pour manager des réseaux? C’est pour se prémunir contre une panne de Google? (rires)*



## Signature du Premier ministre

Plus surprenant encore, les commerciaux d’Amesys estiment que le **GLINT** par exemple, un *“outil stratégique d’interception au niveau national basé sur la technologie Eagle”* , n’a pas besoin de passer devant une **commission CIEEMG**, qui statue sur l’exportation de matériel militaire, pour être vendu à l’étranger. *“Ce ne sont pas des armes de guerre, tout de même”* , se défend Olivier Boujart. Pourtant, le Secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (SGDSN) confirme que les armes informatiques sont régies par les mêmes règles que la logistique plus traditionnelle. Pour ajouter à la confusion, Amesys est bien enregistré **sur le portail de l’armement** du ministère de la Défense. Mais sur d’autres secteurs de son activité.



De son côté, le code pénal est pourtant clair. Les technologies d'écoutes et d'interception légale doivent recevoir la signature du Premier ministre pour sortir de France :



***[Est puni d'un an d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende] la fabrication, l'importation, la détention, l'exposition, l'offre, la location ou la vente, en l'absence d'autorisation ministérielle dont les conditions d'octroi sont fixées par décret en Conseil d'Etat, d'appareils conçus pour réaliser les opérations pouvant constituer l'infraction prévue par le deuxième alinéa de l'article 226-15 [le fait de volontairement porter atteinte à l'intimité de la vie privée d'autrui en captant, enregistrant ou transmettant, sans le consentement de leur auteur, des paroles prononcées à titre privé ou confidentiel]***



## Spécialité française

Mais Amesys n'a pas le monopole de la surveillance. Thales serait également concerné. **Un article du Figaro** a récemment levé le voile sur les implications hexagonales dans ce genre de pratiques. Le 25 avril, au détour d'un article sur les écoutes légales, le quotidien lâche cette information étonnamment peu relayée :



***[Développée par Thales en France], cette technologie a été commercialisée par la France en 2008 en Libye, "sans les garde-fous de protection des citoyens qu'il y aura dans l'Hexagone", précise un proche du dossier.***



Approchée trois fois pour réagir à cette allégation, la direction de Thales n'a pas donné suite à notre demande. Ce qu'on sait, en revanche, c'est qu'un an plus tôt, Alcatel-Lucent a signé un accord de **transfert de ses activités de sécurité** vers... Thales. La même année, Kadhafi attribue un vaste projet de déploiement de la fibre optique à Alcatel. *"Il consiste en la mise en place d'un backbone (une dorsale) reliant toutes les villes libyennes sur près de 8 000 kilomètres, pour un coût global estimé à 160 millions d'euros"*, détaille Faycel Saad, un consultant tunisien spécialisé dans les télécommunications. Le projet est placé sous l'égide de la Libyan Telecom & Technology, le principal fournisseur d'accès libyen, présidé par Mohammed Kadhafi, le fils aîné du Guide de la Révolution.

Dès lors, on comprend mieux la structure du réseau libyen, si centralisé que le président de la Jamahiriya n'a eu aucun mal à le couper d'Internet à la mi-février. Dans un article publié en avril, le Wall Street Journal **détaille le dispositif de contrôle** mis en place par les autorités :



***Kadhafi avait bâti son infrastructure de télécommunications pour qu'elle se déploie depuis Tripoli – routant tous les appels à travers la capitale et lui donnant ainsi qu'à ses agents de renseignement un contrôle total sur les téléphones et Internet.***



Fin janvier, Narus, une filiale du géant de l'aéronautique Boeing, **avait été vivement critiqué**

e pour avoir fourni de tels logiciels au gouvernement égyptien d'Hosni Mubarak, qui s'en était abondamment servi pour surveiller sa population et ses dissidents. Après le scandale de Nokia et Siemens en Iran, **un lobbying efficace** a été entrepris aux Etats-Unis en 2009. L'objectif: faire interdire l'exportation de technologies fondées sur le Deep Packet Inspection. Et en France? Chez les hackers, on a coutume de dire que la France exporte trois spécialités: les droits de l'homme, le bon vin... et le DPI.

Crédits photo: Flickr CC **François@ Edito.qc.ca, Abode of Chaos**

### DESMAGOTS

le 10 juin 2011 - 15:27 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*un peu démagogue comme article non? La France vend aussi des avions de chasses, des armes, des sous-marins ... Et à mon avis Kadhafi tue plus de monde avec des armes qu'avec la techno DIP.  
le DIP c'est un outil comme une Hache, certains s'en servent pour fendre du bois d'autres des cranes... En quoi le marchand de Haches est il à blâmer?*

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

### OLIVIER TESQUET

le 10 juin 2011 - 15:37 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*@desmagots: C'est précisément tout le problème avec la technologie DPI, très mal réglementée (cf. le passage devant la commission CIEEMG).*

*Mise entre de mauvaises mains, cette techno peut menacer la vie de dissidents ou d'activistes, comme ça a été le cas en Iran par exemple. Dès lors, il me paraît normal ET nécessaire de se pencher sur ce genre de pratiques et la façon dont la France, leader dans le domaine, se distingue.*

*Bien à vous,  
OT*

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

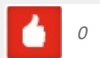
### DAVID20CENT

le 11 juin 2011 - 8:39 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*Mise en de bonnes mains ça donne quoi?  
C'est quoi le "bois" du DIP?  
En quoi "hache" est un nom propre ?*

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

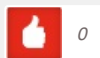
### ANDREW FARR

le 27 août 2011 - 11:00 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*Grosse accroche: Kadhafi est un dictateur j'men vais le prouver... et puis rien.  
Vous lisez trop la presse jeune homme. la désinformation c ça. une accroche et pi on espère que le lecteur n'y verra que du feu. Qu'importe si de toute évidence la Lybie subie une invasion colonialiste pour piller le pétrole et l'or en barre qui s'y trouve, que kadhafi est un leader souverain dans son pays et qu'il n'a pas de leçon à prendre des créateurs d'échelon, de la NSA.*

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

### KARLA

le 30 août 2011 - 8:55 &bullet; SIGNALER UN ABUS - PERMALINK



*Et le DPI entre de bonnes mains, en pratique ça existe ?  
En tous cas, vive le XSS chez Amesys*

*<http://www.amesys.fr/index.php?>*

g=30&s=0&l=gamme&search=%3E%22%3E%3Cscript%3Ealert%28%22DPI!  
!%22%29%3C/script%3E&

VOUS AIMEZ



1

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE

## 14 pings

Kadhafi a espionné les Libyens grâce à la France | Libération | Actualités des Journaux le 2 septembre 2011 - 20:40

*[...] l'ont dénoncé plusieurs médias, dont Owni.fr dès juin, une entreprise française, Amesys, aurait vendu à la Libye dès 2007 un système de contrôle de [...]*

Écoutes en Libye : Défense de communiquer | CentPapiers le 3 septembre 2011 - 6:03

*[...] juin dernier, OWNI révélait que, de fait, Amesys avait bien vendu aux autorités libyennes son "système d'interception [...]"*

A guide to Libya's surveillance network » OWNI.eu, News, Augmented le 12 septembre 2011 - 11:36

*[...] repeated interrogations lead by Reflets.info, OWNI, the Wall Street Journal and the Figaro, Amesys, the French company that sold Internet surveillance [...]*

Listening in on Libya: communication strictly prohibited. » OWNI.eu, News, Augmented le 16 septembre 2011 - 19:24

*[...] June, OWNI revealed that Amesys had sold its "electronic interception system allowing a government to monitor all [...]"*

A GUIDE TO LIBYA'S SURVEILLANCE NETWORK - Data Journalism Blog | Data Journalism Blog le 21 septembre 2011 - 11:13

*[...] repeated interrogations lead by Reflets.info, OWNI, the Wall Street Journal and the Figaro, Amesys, the French company that sold Internet [...]*

Ziad Takieddine, ventes d'armes numériques à la Libye : un parfum de scandale d'État le 2 octobre 2011 - 15:46

*[...] le même que l'on retrouvera sur place, à Tripoli. Owni, peu après semblait aussi aller dans le sens des informations divulguées à demi-mots par Reflets.info en apportant quelques précisions sur [...]*

Doing Business With Gaddafi: Making Millions and Risking Lives » OWNI.eu, News, Augmented le 13 octobre 2011 - 18:56

*[...] that these deliveries went far beyond existing legal frameworks. Three months after OWNI first broke the story, and a month after it was confirmed by both Mediapart and the Wall Street Journal, we [...]*

Plus rien ne sera jamais comme avant | ☞ Bluetouff's blog le 17 octobre 2011 - 20:42

*[...] que nous allons mettre le doigt sur quelque chose de nauséabond. Oui vous avez bien lu, pas Juin 2011, pas Aout 2011 mais bien Février 2011 comme en atteste ce billet très elliptique mais [...]*

Exclusive: How Gaddafi Spied on the Fathers of the New Libya » OWNI.eu, News, Augmented le 1 décembre 2011 - 13:37

*[...] June OWNI revealed that this system for spying on all Internet communications (mail, chat, browser history, search [...])*

Ecoutes en Libye : un officier formateur français témoigne sur le site du Figaro ... mais pas dans le journal aucune reprise. « davidcourbet le 11 décembre 2011 - 0:18

*[...] groupe informatique Bull (à présent détenu à 5% par l'Etat). Cette implication française avait été révélée dès le mois de juin par le site Owni. "Selon les confidences d'acteurs de la sécurité [...]"*

Un site se fait fermer, une révolution s'éveille « le mot du Cwicket le 20 janvier 2012 - 23:58

*[...] Internet laissent donc présager de la mise en place de la technologie dite DPI, dont un certain Colonel LiByen a bénéficié grâce à une entreprise française il n'y a pas si [...]*

Siemens aide la répression en Syrie, en Iran et au Bahreïn le 11 avril 2012 - 17:18

*[...] avec les États de Syrie, d'Iran et du Bahrein. Ces contrats sont similaires à ceux qu'avaient en France Amésys, filiale de Bull, avec la Lybie de Kadhafi. Les contrats ont été signés en 2008 et sont «à [...]"*

Kadhafi utilisait un logiciel français (Amesys) pour espionner ses opposant – Pour Une Ré?olution Française Immédiate ... le 28 mai 2012 - 6:23

*[...] en Juin 2011, Owni vient poser des questions concernant la Libye à Olivier Boujart, responsable de l'export chez Amesys, ce dernier semble frappé d'une amnésie et nie avoir connaissance d'un quelconque projet dans [...]"*

Le Deep Packet Inspection (DPI) en Lybie, en Syrie, au Maroc, ... En France ?! le 7 juin 2012 - 20:38

*[...] par Reflets.info (+ copie – attention mène vers un .PDF) 2 – » La Libye sur écoute française » par OWNI.fr (+ copie – attention mène vers un .PDF) 3 – » [...]"*